



**PRÉFET  
DE L'ARIÈGE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement**

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège  
Pôle Environnement Industriel, mines, après-mines Env3

Foix, le 3 mars 2026

10 rue des Salenques BP 102 09007 FOIX Cédex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 4 février 2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Akzo Nobel - Mapaéro**

10 avenue de la rijole - Zi -  
CS 30098

09103 PAMIERES Cédex

Références : 2026/33-34

Code AIOT : 0006803950

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de la visite d'inspection réalisée le 4 février 2026 de l'usine de fabrication de peintures aéronautiques exploitée par la société Akzo Nobel - Mapaéro 10 avenue de la rijole - Zi - CS 30098 - 09103 Pamiers Cédex. L'inspection a été annoncée le 27 janvier 2026. Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site internet Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>

La présente visite est réalisée au titre du programme pluriannuel de contrôle 2026 et d'un signalement relatif aux nuisances sonores générées par l'établissement.

Les installations ayant fait l'objet d'un contrôle terrain sont les suivantes : bâtiment B6, bâtiment B4.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Akzo Nobel - Mapaéro
- 10 avenue de la rijole - Zi - CS 30098 - 09103 Pamiers Cédex
- Code AIOT : 0006803950
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Mapaéro est spécialisée dans le secteur de la fabrication de peintures, vernis, encres et mastics (2030Z). Cette société est située 10 avenue de la Rijole à Pamiers (09100). La société a régularisé et développé ses activités dans le cadre du projet ODYSSEE, pour lequel elle bénéficie d'un arrêté préfectoral portant autorisation environnementale du 15 janvier 2024. Ce projet, consistant en la construction d'un nouvel entrepôt de stockage et la réorganisation des ateliers et activités du site, fait l'objet d'un chantier dont l'achèvement est prévu au 31 décembre 2026.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations
- Odeur
- Risque incendie

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                  | Référence réglementaire                                   | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 5  | Mesure périodique des niveaux sonores              | Article IV.1.2 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 6  | Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation | Article IV.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 7  | Dispositions constructives et comportements au feu | Article VI.2.1 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 8  | Organisation des stockages                         | Article VI.2.3 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 9  | Moyens de lutte contre l'incendie                  | Article VI.4.1 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 | Demande d'action corrective                                                                                                | 15 jours              |
| 10 | Plan d'opération interne                           | Article V.4.2 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024  | Demande d'action corrective                                                                                                | 9 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                    | Référence réglementaire                                     |
|----|--------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| 1  | Récolement                           | Article I.4 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024      |
| 2  | Conception des installations         | Article II.2 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024     |
| 3  | Conduits et installations raccordées | Article II.2.1 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024   |
| 4  | Odeurs                               | Article II.4.3 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024   |
| 11 | Restriction d'accès                  | Article VIII.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 |
| 12 | Formation du personnel               | Article VIII.1.2 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Six faits non conformes ont été relevés lors de la visite d'inspection du 4 février 2026.

Le chantier relatif au projet ODYSSEE se poursuit jusqu'au 31 décembre 2026. L'exploitant a commencé le déploiement des mesures, pour celles pouvant l'être compte tenu de l'avancement du chantier, permettant de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024. Il veillera à poursuivre le déploiement de ces mesures.

Il mettra en œuvre, dès réception de l'étude, les éventuelles recommandations émises par la société DELHOM Acoustique, afin de répondre aux signalements reçus relatifs aux nuisances sonores de ses installations.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Récolement**

|                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> article I.4 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Récolement                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                         |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Un récolement sur le respect des dispositions du présent arrêté est réalisé par l'exploitant ou un organisme agréé ayant reçu l'accord de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce contrôle, mené à la charge de l'exploitant et sous sa responsabilité, est réalisé dans un délai d'un an à compter de la mise en service des installations.</p> <p>Le rapport de contrôle est communiqué, dans le même délai, à l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce contrôle peut être renouvelé à la demande de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente son tableau de suivi de la conformité du site aux différentes prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024.</p> <p>La fin du chantier de mise en conformité et de réorganisation du site étant prévu au 31 décembre 2026, l'exploitant prévoit de mandater un bureau de contrôle pour effectuer le récolement du site aux prescriptions de son arrêté préfectoral au premier semestre 2027.</p>                                                                                                               |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées prend acte de l'engagement de l'exploitant, et lui demande de lui faire parvenir le récolement sur le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 au plus tard le 30 juin 2027.</p>                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

## N° 2 : Conception des installations

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> article II.2 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.</p> <p>Les quatre points de rejet des émissions atmosphériques concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'atelier chromate, qui dispose d'un système de filtration haute performance et d'une cheminée spécifique ;</li> <li>- les trois centrales de ventilations associées au système d'aspiration des composés organiques volatils (COV) captant les émissions issues du bâtiment 4 (zone B4), du bâtiment 3 (zone B3) et des bâtiments 1, 2 et 5 (zones B1, B2 et B5).</li> </ul> <p>Ces 4 points de rejet sont aménagés dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis un porter à connaissance le 23 juillet 2025 relatif notamment aux modifications des caractéristiques des points de rejet des émissions atmosphériques. Ce porter à connaissance est actuellement en cours d'examen par l'inspection des installations classées.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

### N° 3 : Conduits et installations raccordées

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> article II.2.1 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[Tableau à insérer]<br><br>Le système de filtration par charbon actif est constitué de deux colonnes de charbon actif placées en série. Ces systèmes sont installés dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté.<br>Le système de filtration de l'atelier chromates est composé d'une filtration haute performance, avec finition sur filtre absolu, conçu pour laisser passer moins de 5 microparticules par litre d'air, soit une concentration en chromate de strontium inférieure à 10 ug/m3.                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a transmis un porter à connaissance le 23 juillet 2025 relatif notamment aux modifications des caractéristiques des points de rejet des émissions atmosphériques. Ce porter à connaissance est actuellement en cours d'examen par l'inspection des installations classées.<br><br>L'exploitant présente les résultats des mesures effectuées au niveau du rejet du bâtiment B4 :<br>- les mesures réalisées en B4 en septembre 2025 font état d'un dépassement de la valeur limite d'émission relative aux Composés Organiques Volatils (COV) (144 mg/Nm3 mesurées pour une VLE à 110 mg/Nm3). L'exploitant explique ce dépassement par une vitesse d'éjection trop faible (7,96 m/s).<br>- de nouvelles mesures réalisées le 29 janvier 2026 ne font pas état de dépassement. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

### N° 4 : Odeurs

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> article II.4.3 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...]<br>Dans l'attente de l'aménagement de ces points de rejet, l'évaluation du risque olfactif de l'installation est effectuée à l'aide du plan de gestion des solvants.                                                                                                      |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a transmis, par courriel du 1er août 2025, son plan de gestion des solvants. L'évaluation olfactive réalisée dans le cadre de ce plan indique que les concentrations en COV attendues au droit de l'habitation la plus proche sont trop faibles pour être perçues olfactivement. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                           |

## N° 5 : Mesure périodique des niveaux sonores

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> article IV.1.2 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant indique avoir reçu des signalements de la part du voisinage concernant des nuisances sonores. L'inspection des installations classées indique avoir été également sollicitée par la mairie de Pamiers à ce sujet.<br>L'exploitant présente le devis signé pour une prestation de la société DELHOM Acoustique en vue d'identifier toutes les sources de bruit de l'installation et de rechercher des solutions permettant de réduire ces sources.                                                                                                             |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>- de lui transmettre les résultats de la mission effectuée par la société DELHOM Acoustique ;</li><li>- de lui préciser les suites données aux éventuelles recommandations émises par la société DELHOM Acoustique ;</li><li>- de réaliser une campagne de mesures du bruit et de l'émergence produite par son installation une fois les éventuelles recommandations mentionnées ci-dessus mises en œuvre.</li></ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

## N° 6 : Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> article IV.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :<br>[insérer tableau]<br>Les points de mesure 2 et 3, figurant sur le plan en annexe 1 du présent arrêté, définissent les zones à émergence réglementée.                                                                                                                      |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant indique avoir reçu des signalements de la part du voisinage concernant des nuisances sonores. L'inspection des installations classées indique avoir été également sollicité par la mairie de Pamiers à ce sujet.<br>L'exploitant présente le devis signé pour une prestation de la société DELHOM Acoustique en vue d'identifier toutes les sources de bruit de l'installation et de rechercher des solutions permettant de réduire ces sources. |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- de lui transmettre les résultats de la mission effectuée par la société DELHOM Acoustique ;</li> <li>- de lui préciser les suites données aux éventuelles recommandations émises par la société DELHOM Acoustique ;</li> <li>- de réaliser une campagne de mesures du bruit et de l'émergence produite par son installation une fois les éventuelles recommandations mentionnées ci-dessus mises en œuvre.</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

#### N° 7 : Dispositions constructives et comportements au feu

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> article VI.2.1 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] <p>Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les 5 cellules de stockage du bâtiment 6 dédiés au stockage de liquides inflammables présentent les dimensions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- hauteur : 9 m ;</li> <li>- longueur : 20,6 m ;</li> <li>- largeur : 11,4m.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant présente les plans du bâtiment 6 et des cellules de stockage le composant, qui font bien apparaître les dimensions réglementaires mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024. <p>Il transmet à l'inspection des installations classées une étude intitulée étude non ruine en chaîne - non ruine vers l'extérieur Akzonobel bâtiment 6 réalisée le 6 février 2026 par la société KP1 Bâtiments, qui mentionne des murs de séparation de cellules REI 120 et des murs périphériques en REI 120.</p> <p>Il transmet également une attestation, émise par la société KP1 Bâtiments le 6 février 2026, afin de garantir la stabilité au feu des produits livrés par cette société. Cette attestation mentionne que les panneaux présentent une stabilité au feu de 30 minutes, et semble ne concerner que le bâtiment 4.</p> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui préciser si l'attestation établie par la société KP1 Bâtiments transmise concerne également le bâtiment 6. S tel est le cas, l'exploitant devra préciser la stabilité au feu globale du mur constitué par les différents éléments assemblés. Si tel n'est pas le cas, l'exploitant transmettra l'attestation relative au bâtiment 6.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

## N° 8 : Organisation des stockages

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> article VI.2.3 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...]<br>L'exploitant établit un état des matières stockées conformément à l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.<br>Les cellules 1 à 5 du bâtiment 6 sont dédiées au stockage de liquides inflammables. Le volume maximal de liquides inflammables entreposé dans chacune de ces cellules est de 252 m3. La cellule 6 de ce bâtiment est dédié au stockage des emballages.<br>La hauteur de stockage dans ces cellules est limitée à 5 mètres.                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant présente un état des stocks issu de son application de gestion de stocks.<br>Cet état des stocks précise notamment, pour chaque produit, la rubrique ICPE, la mention de danger et l'emplacement de stockage. L'exploitant présente le plan de stockage associé à son état des stocks. L'exploitant précise qu'une macro est en cours de développement pour intégrer la quantité réelle de chromates en poudre - l'état des stocks ne fournit pour le moment qu'une quantité renseignée hebdomadairement pour ce produit.<br>L'exploitant ajoute qu'il effectue un inventaire tournant de ses stocks, et qu'il a recours à un commissaire aux comptes pour un inventaire annuel.<br>L'inspection des installations classées relève que les déchets, et en particulier les déchets dangereux, ne sont pas mentionnés dans l'état des stocks présentés. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant :<br>- de lui transmettre le dernier inventaire effectué par un commissaire aux comptes ;<br>- d'intégrer les déchets, et en particulier les déchets dangereux issus du nettoyage des cuves de solvants, à son état des stocks.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

## N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> article VI.4.1 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...]<br>Ces moyens sont complétés par ceux décrits dans l'étude de dangers et ses annexes jointe au dossier de demande d'autorisation environnementale du 30 septembre 2022, complété le 21 mars 2023 et par ceux décrits ci-après :<br>- un dispositif de détection automatique incendie, avec report d'alarme, couvre les bâtiments de production ;<br>- un dispositif d'extinction automatique, alimentée par une réserve d'eau dédiée de 400 m3, équipe les bâtiments de production. La réserve associée à ce système est équipée de manière à |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>pouvoir être réalimentée par les engins de secours. Un système mousse est également associé à ce dispositif ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une réserve d'eau incendie de 240 m<sup>3</sup> et une autre de 120 m<sup>3</sup>, distinctes de celle alimentant le dispositif d'extinction automatique, sont implantées respectivement au sud et au nord du site.</li> </ul> <p>Les réserves d'eau incendie sont situées hors des effets thermiques et de surpression susceptibles de les dégrader en cas d'incendie ou d'explosion sur le site, et sont aménagées conformément aux dispositions du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie (RDDECI). Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>Une procédure définissant les modalités d'exploitation des différentes alarmes et la mise en œuvre des premières mesures d'intervention par les personnels habilités du site, est établie.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise que le bâtiment B6 est équipé d'un système de détection automatique, et d'un système d'extinction automatique. Il précise que les autres bâtiments sont équipés d'un système d'extinction automatique avec déclencheur thermique.</p> <p>L'exploitant dispose d'une réserve incendie de 280 m<sup>3</sup> sur la partie Sud, et d'une réserve de 120 m<sup>3</sup> sur la partie Nord du site. La réserve d'eau dédiée au dispositif d'extinction automatique a un volume de 574 m<sup>3</sup>.</p> <p>Un camion d'un prestataire extérieur complique l'accès à la réserve d'eau incendie située sur la partie Sud du site. L'accessibilité à la réserve d'eau incendie sur la partie Nord a été limitée par l'exploitant pour éviter que des prestataires extérieurs ne stationnent à proximité.</p> <p>L'inspection des installations classées constate la présence d'une réserve de mousse dans le local dédié au système d'extinction automatique. La mousse utilisée est étiquetée comme exempte de PFAS. Une cuve de gazole est présente dans ce local pour l'alimentation de la pompe.</p>                           |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rétablir l'accessibilité aux réserves d'eau incendie implantées en partie Nord et Sud du site ;</li> <li>- signaler la présence de liquides inflammables (gazole) dans le local dédié au système d'extinction automatique.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

#### N° 10 : Plan d'opération interne

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> article V.4.2 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit, avant la mise en service de l'installation, un plan d'opération interne sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires pour les scénarii étudiés dans l'étude de dangers.</p> <p>Ce plan d'opération interne définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p> <p>Le plan d'opération interne contient, a minima, les données et informations prévues aux points a à</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>h de l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, ainsi que celles mentionnées aux articles suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- article VI.4.2.1 Mesures d'organisation : Le plan d'opération interne doit contenir des dispositions relatives à la mise en place d'une organisation pour accueillir, en toutes circonstances, en cas de demande de secours, les secours à l'entrée du site, fournir au Commandement des Opérations de Secours (COS), sur sa demande, les plans, documents et informations nécessaires à la mise en place d'une stratégie d'intervention, et assister le COS en qualité de conseiller technique, si besoin. Un personnel du site habilité «installations électriques » doit être disponible afin d'aider le COS dans ses actions ;</li> <li>- article VI.4.2.2 Point de rassemblement et registre du personnel extérieur : un point unique de rassemblement des personnels est défini et matérialisé. Un registre d'entrée des personnels extérieurs et devant intervenir dans les locaux est tenu afin de porter à la connaissance la présence de ces personnes. Lors de leur arrivée à l'accueil de l'établissement, ces personnes sont informées et sensibilisées sur l'attitude qu'elles doivent adopter en cas d'alarme incendie ;</li> <li>- article VI.4.2.3 Exercices et révision du plan d'opération interne : le plan d'opération interne est testé chaque année et mis à jour, si nécessaire. Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un document intitulé schéma d'organisation transitoire, qui tient lieu de document d'organisation en cas de sinistre. Ce document est mis à jour selon l'avancement des différentes phases du chantier. L'exploitant indique que le plan d'opération interne sera rédigé à l'achèvement du chantier.</p> <p>Le document présenté mériterait d'être complété afin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de mieux détailler les mesures à prendre pour maîtriser chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles - le document étant trop succinct dans la description des causes possibles de sinistres et des moyens de prévention associés ;</li> <li>- de préciser les mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</li> <li>- d'intégrer les dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</li> <li>- d'intégrer les dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention.</li> </ul>                                                                                            |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de finaliser son plan d'opération interne au plus tard à l'achèvement du chantier.</p> <p>L'inspection des installations classées se tient à la disposition de l'exploitant pour organiser une réunion avec le SDIS au sujet de l'élaboration de ce document.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 9 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**N° 11 : Restriction d'accès**

|                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> article VIII.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions particulières liées à l'atelier chromates                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'accès à l'atelier chromates se fait par un sas dédié. Cet accès est limité au seul personnel autorisé, dont l'exploitant établit une liste régulièrement mise à jour. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant présente la liste du personnel autorisé à accéder à l'atelier chromates.                                                                                                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                   |

**N° 12 : Formation du personnel**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> article VIII.1.2 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions particulières liées à l'atelier chromates                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Sans préjudice des dispositions du code de travail, l'exploitant établit la liste du personnel autorisé à accéder à cet atelier. Ce personnel a reçu une formation spécifique à la prévention des risques particuliers liés à ces produits et à la bonne mise en œuvre des moyens de protection individuelle.                |
| <b>Constats :</b><br><br>Une procédure local chromates est établie, et portée à la disposition du personnel autorisé à accéder à l'atelier chromates par le biais d'une formation interne à chaque mise à jour de la procédure ou, a minima, à fréquence annuelle.<br>L'exploitant transmet la procédure local chromates à l'inspection des installations classées. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |